

**DÉCLARATION DE
L'ÉLIMINATION DE LA
VIOLENCE
ENVERS LES FEMMES
FRANCOPHONES**

**DECLARATION ON THE
ELIMINATION OF
VIOLENCE
AGAINST FRENCH-SPEAKING
WOMEN IN BC**

INTRODUCTION

Aux fins de la présente Déclaration, les termes "violence envers les femmes" ou "violence fondée sur le genre" désignent tous les actes de violence dirigés contre les femmes, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexualisées, mentales, psychologiques, spirituelles ou économiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la sphère publique ou privée.

La violence fondée sur le genre constitue une atteinte grave aux droits fondamentaux de la personne humaine.

La violence fondée sur le genre affecte majoritairement les femmes, les personnes trans, non-binaires et bispirituelles et toutes les personnes s'identifiant comme femmes : le terme "femme" utilisé ci-après se veut donc inclusif et englobe toutes ces identités sexuelles et de genre.

Les conséquences de cette violence sur la santé physique, mentale, psychologique, sexuelle et spirituelle des femmes et des filles sont multiples. Les conséquences nuisibles et néfastes de la violence n'affectent pas seulement les femmes, mais également leurs familles, leur communauté et leur pays.

Aux fins de la présente déclaration le terme "francophone" regroupe toutes les personnes francophones qui vivent en Colombie-Britannique et pour qui le français, en tant que langue officielle du Canada, est une langue parlée et comprise, ce qui inclut les personnes pour qui le français est une deuxième langue à leur arrivée.

Considérant qu'il est urgent que les femmes francophones de la Colombie-Britannique bénéficient universellement des droits et principes entérinant l'égalité, la sécurité, la liberté, l'intégrité et la dignité de tous les êtres humains, Inform'Elles et Réseau-Femmes Colombie-Britannique offrent le premier service direct de réponse à la violence fondée sur le genre en français en Colombie-Britannique.

La Déclaration de l'élimination de la violence envers les femmes francophones, énoncée dans la présente résolution, vise à renforcer et compléter ce service.

La présente déclaration est le résultat de consultations entre les organismes suivants : Réseau-Femmes Colombie-Britannique, La Boussole, Inform'Elles, La Fédération des Francophones de Colombie-Britannique, Le Réseau d'Immigration Francophone de Colombie-Britannique et les services TÉFIÉ du CSF (Travailleuses et travailleurs en établissement des familles immigrantes dans les écoles).

INTRODUCTION

For the purpose of this Declaration the terms "violence against women" and "gender-based violence" include all acts of violence directed against women, causing or likely to cause women physical, sexual, mental, psychological, spiritual, or economic harm, and include the threat of such acts, the coercion or arbitrary deprivation of liberty, in the public or private sphere.

Gender-based violence is a serious violation of basic human rights.

Gender-based violence predominantly affects women, transgender, non-binary and two-spirit individuals: the term "woman" used hereafter is therefore intended to be inclusive of all these identities.

There are multiple consequences of this violence on the physical, mental, psychological, sexual, and spiritual health of women and girls. The harms caused by violence not only affect women, but also their families, their communities, and their country.

For the purpose of this Declaration, the term "French-speaking" refers to individuals for whom French is their mother tongue or is a spoken and understood language. This also includes allophone immigrants whose native language is not French or English but have French as the official language spoken upon arrival.

Considering that it is urgent that French-speaking women living in British Columbia be granted the same rights and access to culturally appropriate services as other women, Inform'Elles and Réseau-Femmes Colombie-Britannique have cooperated to make available support services in French to women faced with gender-based violence in British Columbia.

The Declaration on the Elimination of Violence Against French-speaking Women, set out in this document, aims to strengthen and support these services.

This Declaration is the product of discussions and consultations between the following six organizations: Réseau-Femmes Colombie-Britannique, La Boussole, Inform'Elles, Le Réseau en immigration francophone of the Fédération des francophones de Colombie-Britannique, and settlement support services at the Conseil scolaire francophone de Colombie-Britannique.

PRÉAMBULE

Affirmant que la violence envers les femmes constitue une violation des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales et empêche partiellement ou totalement les femmes de jouir desdits droits et libertés;

Préoccupées que **les droits et libertés** fondamentaux des femmes francophones ne soient toujours pas protégés dans les cas de violence à l'encontre des femmes;

Reconnaissant que la violence envers les femmes traduit des rapports de force historiquement inégaux entre hommes et femmes, lesquels ont abouti à la domination et à la discrimination exercées par les premiers et freiné la promotion et l'épanouissement des secondes, et qu'elle compte parmi les principaux mécanismes sociaux perpétuant la subordination des femmes aux hommes;

Constatant avec préoccupation que certains groupes de femmes, dont les femmes autochtones, les femmes appartenant à des minorités linguistiques, tel que le français, les femmes de couleur ou racisées, les femmes réfugiées, migrantes et nouvelles arrivantes, les personnes bispirituelles, trans, non-binaires, LGBTQIA+ et de diverses identités et expressions de genre, les femmes vivant dans des communautés nordiques, rurales ou éloignées, les femmes sans domicile, en situation d'itinérance et de précarité, les femmes internées, les femmes incarcérées, les petites filles, les femmes en situation de handicap, les femmes neurodivergentes et les femmes âgées sont particulièrement **vulnérables** face à la violence et en sont disproportionnellement victimes;

Notant avec satisfaction que les mouvements de femmes ont contribué à appeler l'attention sur la nature, la gravité et l'ampleur du problème de la violence à l'égard des femmes;

Observant avec déception que la population **francophone** de Colombie-Britannique est **sous-desservie** en matière de prévention et intervention face aux violences fondées sur le genre, car même si le français est une des deux langues officielles du Canada, la Province n'a pas entériné la loi des langues officielles, et ne garantit pas de services accessibles aux personnes francophones dans leur langue;

PREAMBLE

Affirming that violence against women constitutes a human rights violation and erodes fundamental freedoms of women;

Concerned that **basic human rights and freedoms** of French-speaking women in BC are still not fully protected when they are faced with acts of gender-based violence;

Recognizing that violence against women stems from historical power imbalances between men and women, which have resulted in men institutionalizing systems and policies that control and discriminate against women, that hamper their advancement and development, and recognizing that violence is one of the main social mechanisms perpetuating this subordination of women to men;

Recognizing that violence against women **disproportionately** affects Indigenous peoples, 2SLGBTQIA+, trans, non-binary, and diverse gender identities and gender expressions, women of color and racialized women, women from an official language community in a minority situation, seniors, women living in northern, rural and remote communities, women experiencing homelessness and precariousness and women with disabilities;

Recognizing that women's movements have helped draw attention to the nature, gravity and extent of violence against women;

Acknowledging that **French-speaking** women in British Columbia who are experiencing violence are **underserved** in the areas of prevention and intervention, in part because the province does not have an official languages policy and because culturally accessible services are not provide to French-speaking women;

PRÉAMBULE

Constatant que les femmes francophones victimes de violence fondée sur le genre ont un **accès limité, retardé, inefficace, inadapté** culturellement ou inexistant à des services de soutien communautaires et psychologiques, aux services de santé, aux services d'aide aux victimes et aux processus de justice dans leur langue;

Alarmées de constater que les femmes francophones ont du mal à s'assurer l'**égalité** juridique, sociale, politique et économique dans la société et dans la province de la Colombie-Britannique, en raison notamment de la persistance et du caractère endémique de la violence;

Convaincues de la nécessité d'une définition explicite et complète de la violence à l'égard des femmes, d'un énoncé très clair des **droits à garantir** pour faire disparaître la violence envers les femmes sous toutes ses formes;

Convaincues du devoir d'engagement des gouvernements de la Colombie-Britannique, du Canada et des autorités municipales et régionales à assumer leurs **responsabilités**, et à démontrer leur imputabilité lors de l'exécution, le suivi et l'amélioration de services et politiques visant à prévenir et éradiquer toutes formes de violence envers les femmes;

Convaincues de la nécessité et volonté d'engagement de la communauté à **mettre fin à la violence** envers les femmes;

Nous, membres du Comité consultatif Contre la violence initié par Réseau-Femmes Colombie-Britannique,

proclamons solennellement

la Déclaration de l'élimination de la violence envers les femmes francophones



et demandons instamment que tout soit mis en œuvre pour approfondir, améliorer et publier les connaissances, données et ressources associées à la violence envers les femmes francophones, ses causes premières, les ressources de prévention, d'intervention, et d'élimination de cette violence ainsi que les moyens mis à disposition des femmes et des organismes de soutien.

PREAMBLE

Witnessing that French-speaking women victims of gender-based violence have **limited, delayed, ineffective, culturally inappropriate or non-existent access to community services**, as well as psychological and health services, victim support, and help in navigating the justice system in their language;

Alarmed that French-speaking women are facing more legal, social, political and economic **barriers to equality** in British Columbia, because of the combined effects of the persistent and endemic nature of violence and limited access to culturally-sensitive services;

Convinced of the need for an explicit and comprehensive definition of violence against women, and for a very clear statement of respecting and upholding women's **rights** in order to eradicate all forms of violence against them;

Convinced of the responsibilities of the governments of British Columbia and of Canada, as well as that of municipal and regional authorities, to fulfill their **commitments**, and to demonstrate their accountability when executing, monitoring and improving services and policies aimed at preventing and eliminating all forms of violence against women and girls;

Convinced of the need and willingness of communities to work towards **ending violence** against women and girls;

We, members of the Anti-Violence Advisory Committee created by Réseau-Femmes in British Columbia

resolutely support

the Declaration on the Elimination of Violence Against French-speaking Women



and urge that every effort be made to deepen, improve, and disseminate knowledge, including data, related to the experience of violence by French-speaking women belonging to official language minority communities in BC, and to provide resources for prevention, intervention, and elimination of violence for this specific group as well as support women and women-serving organizations.

ARTICLE 1

Portée de la déclaration

Aux fins de la présente Déclaration, les termes "violence envers les femmes" ou "violence fondée sur le genre" désignent **tous les actes de violence** dirigés contre les femmes, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances **physiques, sexualisées, mentales, psychologiques, spirituelles ou économiques**, y compris la **menace** de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la sphère publique ou dans la sphère privée.



Reconnaissant que les **femmes**, les personnes **queer, trans, non-binaires** et **bispirituelles** s'identifiant comme femmes sont tout autant visées et vulnérables face à la violence, le terme "femme" utilisé ci-après se veut inclusif et englobe toutes ces identités sexuelles et de genre.



Le terme "**francophone**" regroupe toutes les personnes francophones pour qui le français est une langue parlée et comprise, ce qui inclut les **personnes immigrantes allophones** dont la deuxième langue est le français à leur arrivée.



ARTICLE 2

Types de violences

Dans une interaction entre deux ou plusieurs personnes, il y a **présence de violence, lorsqu'un ou plusieurs actes ou la menace de tels actes (paroles, écrits, gestes, qu'ils soient évidents ou subtils)** posé.e.s contre une personne peuvent entraîner **des conséquences négatives et des méfaits** sur celle-ci (anxiété, perte de biens matériels ou financiers, traumatismes, dommages psychologiques, isolement social et ou familial, perte du lien avec les enfants ou de la responsabilité parentale, problèmes de développement, blessures physiques, décès).



Il est reconnu que les violences fondées sur le genre sont parfois commises par des individus inconnus de la victime, mais plus majoritairement par des auteurs connus ou même proches de la victime.

ARTICLE 1

Scope of the Declaration

For the purpose of this Declaration, the terms "violence against women" and gender-based violence" include **all acts of violence** directed against women, and causing or likely to cause women **physical, sexual, mental, psychological, spiritual or economic** harm or suffering, including the **threat** of such acts, coercion and arbitrary deprivation of liberty, in the public or private sphere.



Recognizing that **women**, trans, **queer, non-binary and two-spirit** people as well as all people who identify as women are predominantly targeted by and vulnerable to gender-based violence, the term "woman" used hereafter is therefore intended to be inclusive and encompassing of all these sexual and gender identities.



For the purpose of this Declaration, the term "**French-speaking**" refers to individuals for whom French is their **mother tongue or is a spoken and understood language**. This also includes allophone immigrants whose native language is not French or English but have French as the official language spoken upon arrival.



ARTICLE 2

Types of violence

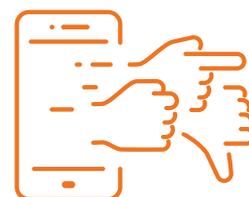
In an interaction between two or more people, violence is **present when one or more acts or the threat of such acts (words, writings, gestures, whether obvious or subtle)** posed against an individual can lead to negative or **harmful consequences** for them (anxiety, loss of material or financial assets, trauma, psychological damage, social or family isolation, loss of relationship with children or parental responsibility, developmental problems, physical injuries, death).



It is proven that gender-based violence is sometimes committed by individuals unknown to the victim, but more predominantly by perpetrators known or even close to the victim.

Les violences envers les femmes décrites ci-dessous sont infligées dans les **sphères publiques** (harcèlement dans la rue, les médias), **semi-publiques** telle que dans la violence verbale dans le milieu du travail, en milieu scolaire ou académique, au sein de groupes et affiliations d'intérêts et de loisirs (club de sport, communauté religieuse), ou encore **en privé**, telle que **la violence familiale, la violence conjugale et la violence entre partenaires intimes**.

À cela s'ajoutent **les violences facilitées par les technologies** telles que le cyberharcèlement, l'intimidation, la pornographie infantile, la revanche porno, la sextortion sur des plateformes de médias sociaux ou par messages électroniques.



Finalement, **les violences fondées sur le genre systémiques et structurelles** résultent de politiques, pratiques et structures gouvernementales, traditionnelles ou institutionnelles victimisant les femmes et négligeant leurs besoins.

La violence envers les femmes s'entend donc comme englobant, sans y être limitée, les formes de violence énumérées ci-après :

2 a) La violence physique

La violence physique peut être manifestée envers une personne, des objets, des animaux ou des lieux. Elle peut aller du coup de poing sur la table à la destruction d'un mobilier complet. Elle inclut **bousculades, coups, blessures, privation de nourriture, d'hygiène, négligence des besoins vitaux, traitements médicaux et médicamenteux effectués sans un consentement** informé et éclairé et peut aller jusqu'au **féminicide**.

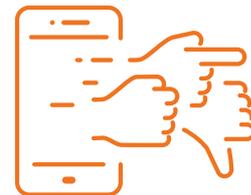


The forms of violence against women described below are inflicted in the **public sphere** (on the street, in the media), in the semi-public sphere such as the **workplace**, in **schools** or **academia**, within interest and leisure groups and affiliations (sports club, religious community), or in the **private sphere**, such as **domestic violence**, **conjugal violence** and **violence between intimate partners**.

Added to this is **technology-facilitated violence** such as cyberstalking, bullying, child pornography, revenge porn, sextortion on social media platforms or through text and email messages.

Finally, **systemic, and structural gender-based** violence results from governmental, traditional, or institutional policies, practices and structures that victimize women and neglect their needs.

Violence against women includes the forms of violence listed below:



2 a) Physical violence

Physical violence can be perpetrated against a person, on objects, animals, or places. It can range from hitting a table to destroying furniture. It includes **jostling, hitting, pushing, choking, controlling food or hygiene needs, neglecting vital needs, medical and drug treatments conducted without informed consent**. Physical violence can lead to **femicide**.



2 b) La violence sexualisée

La violence sexualisée comprend les **tentatives** et actes **d'agressions sexuelles; le viol y compris le viol conjugal et entre partenaires intimes; l'inceste et les violences sexualisées infligées aux enfants**, notamment en contexte de violence familiale; la pornographie infantile; les mutilations génitales et autres pratiques dites traditionnelles préjudiciables à la femme; la stérilisation forcée ou opérée **sans le consentement** ou la connaissance de la victime; les sutures vaginales médicales non consenties après accouchement; l'interdiction de choix quant à la planification des naissances, la contraception ou l'avortement; les violences liées à la dot; le mariage d'enfants et le mariage forcé; l'exploitation sexuelle et la prostitution forcée; la traite des êtres humains; les actes de revanche pornographique; la *sextorsion*; la diffusion de et/ou l'exposition à (sans consentement si adultes) des photos sexualisées ou de nudité; toute menace de l'un de ces actes.



2 c) La violence verbale

La violence verbale est utilisée pour **intimider**, humilier ou **contrôler une personne, en privé ou devant d'autres personnes**, notamment en ayant recours au sarcasme, aux insultes, aux propos dégradants ou humiliants, aux hurlements ou aux ordres. Cette forme de violence peut également être annonciatrice de violence physique.



2 b) Sexualized violence

Sexualized violence includes **sexual assault, rape, including marital and intimate partner rape; incest and sexualized violence against children**; child pornography; genital mutilation; forced sterilization, sometimes performed without the victim's consent or knowledge; **non-consensual** medical vaginal sutures after childbirth; the prohibition of choice as to family planning, contraception or abortion; dowry-related violence; child marriage and forced marriage; sexual exploitation and prostitution; human trafficking; acts of revenge pornography; sextortion; dissemination of and/or exposure to sexualized or nude images (without consent for adults); and any threat of any of these acts.



2 c) Verbal violence

Verbal violence is used to **intimidate, humiliate, and control a person, in private or in front of others**, notably by using sarcasm, insults, degrading or humiliating remarks, yelling or ordering. This form of violence can also be a precursor to physical violence.



2 d) La violence psychologique

La violence psychologique consiste à utiliser des mots ou à agir de façon à contrôler une personne, à lui **faire peur**, à la **manipuler**, à **l'isoler** ou à lui **ôter sa dignité**, notamment en la critiquant constamment; en la rabaissant; en lui faisant du chantage, des accusations fausses ou injustifiées; en évitant tout engagement par le silence; en déformant la réalité pour modifier sa perception; en la faisant **douter d'elle-même**; en **manipulant ses émotions**; en **l'isolant socialement**.



La violence psychologique inclut la souffrance et les **séquelles à long terme subies par les témoins de la violence**, tels que les enfants, sœurs, frères ou parents qui sont témoins de cette violence infligée à une membre de leur famille, notamment en contexte de violence familiale et/ou conjugale.

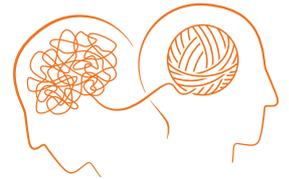
2 e) La violence économique

La violence économique vise à faire perdre son autonomie financière à la femme (souvent en contexte de violence conjugale ou entre partenaires intimes), et ce même si elle a des revenus professionnels, notamment par les moyens suivants: **un contrôle financier imposé**; **la surveillance accrue du budget**; **la privation du passeport, des cartes d'identité ou de banques**; **privation des besoins essentiels** (nourriture, médicaments); **l'interdiction de travailler**; l'engagement ou la dépense de ses fonds ou biens sans son consentement; la non-contribution aux frais communs du ménage; **le refus de payer les pensions alimentaires** pour enfants ou pour ex-conjointe (marié ou de fait).



2 d) Psychological violence

Psychological violence consists in using words or acting in a way to control a person, to **frighten them**, to **manipulate** them, to **isolate them or to take away their dignity**, in particular by constantly criticizing or belittling them, by blackmailing them; by making false or unjustified accusations; by avoiding communication or imposing silence treatment; by distorting reality to change their perception (gaslighting); **by making them doubt themselves; by manipulating their emotions; by socially isolating them.**



Psychological violence includes the harm and **long-term consequences suffered by witnesses to the violence**, such as children, sisters, brothers, or parents who witness this violence inflicted on a member of their family, particularly in the context of family and/or domestic violence.

2 e) Financial abuse

Financial abuse seeks to deprive women of their financial autonomy, even if they are economically independent, through the following means: **watchful financial control; increased budget monitoring ; confiscation of passport, bank or identity cards; deprivation of basic needs (food, medicine); the prohibition to work**; the commitment or expenditure of her funds or property without her consent; non-contribution to common household expenses; **refusal to pay spousal or child support** for children or for an ex-spouse (married or common law).



2 f) Le contrôle coercitif

Le contrôle coercitif est un crime de privation de liberté qui se matérialise par la coercition et le **contrôle lors d'une série de stratégies répétitives, violentes et non violentes qui incluent les micro-régulations du quotidien**, les menaces de violence, les privations de droits aux apparences parfois insignifiantes, mais dont les **effets cumulatifs** doivent être analysés dans leur contexte plus large de domination.



2 g) La discrimination, le harcèlement et l'intimidation

La discrimination, le harcèlement et l'intimidation au travail ou en situation de groupe peuvent se caractériser par la **discrimination fondée sur le genre, le statut marital et/ou parental, la grossesse, le handicap, l'âge, les responsabilités d'aidante** envers des proches et peuvent se manifester par le **dénigrement, le préjudice** face aux capacités, **l'octroi de responsabilités ou promotions moindre ou différentes sur la base du genre, le salaire inférieur**.

Ces discriminations et harcèlement peuvent à la fois se traduire en **violence verbale, psychologique, physique, économique, sexualisée et spirituelle**.



2 h) La violence spirituelle

La violence spirituelle est une forme de violence qui peut mener la victime à **perdre le sens qu'elle donne à sa vie**. L'agresseur individuel ou collectif (dans le cas de sectes ou de "pensionnats" par exemple) vise à **détruire les valeurs, traditions, rêves, ambitions et soutiens spirituels de la victime, en ridiculisant et dévalorisant ses valeurs, ses croyances, ses pratiques, sa foi, sa communauté** ou en **l'empêchant d'exercer sa religion ou sa forme de spiritualité ou encore en lui imposant la sienne**.

La violence spirituelle peut aussi se manifester sous forme de **manipulation, radicalisation ou exploitation** de victimes enrôlées dans des mouvements sectaires ou extrémistes.



2 f) Coercive control

Coercive control is a crime of deprivation of liberty imposing coercion and **control through a series of repetitive, violent, and non-violent strategies that include daily micro-regulations**, threats of violence, rights deprivation that sometimes appear insignificant, but whose **cumulative effects** must be analyzed in their broader context of domination.



2 g) Discrimination, harassment, and bullying

Discrimination, harassment and bullying at work or in group situations can be characterized by **discrimination based on gender, marital and/or parental status, pregnancy, disability, age, caring responsibilities** for loved ones and can result in denigration, **prejudice** about abilities, lower salary, granting of lesser or different responsibilities or promotions on the basis of gender. This discrimination and harassment can simultaneously translate into verbal, psychological, physical, financial, sexualized, and spiritual violence.



2 h) Spiritual Abuse

Spiritual abuse is a form of violence that can lead the victim to **lose the meaning they give to their life**. The individual or collective aggressor (in the case of sects or boarding / residential schools for example) aims to destroy the values, traditions, dreams, ambitions and spiritual supports of the victim, by ridiculing and **devaluing their values, beliefs, practices, their faith, their community, or by preventing them from exercising their religion or their form of spirituality** or by imposing their own on them.

Spiritual violence can also manifest itself in the form of manipulation, **radicalization** or exploitation of victims enrolled in sectarian or extremist movements.



2 i) La violence systémique et structurelle

Il s'agit de la violence **physique, sexualisée, économique, psychologique, judiciaire et spirituelle** qui est produite, alimentée et perpétuée au sein de la société par les **structures sociales, économiques, politiques et institutionnelles**, et / ou par les **vides juridiques, sociaux, économiques et institutionnels persistants**. Cette violence systémique engendre **un accès inéquitable** des femmes francophones aux ressources, au pouvoir politique, à l'éducation, à la santé, à la justice et à l'épanouissement de leur plein potentiel. Dans les faits, la violence structurelle et systémique se caractérise par les exemples, non exhaustifs, ci-dessous :



- Le manque de **structures pérennes** et financées adéquatement par les gouvernements pour répondre aux femmes victimes de violence. Lorsque ces services reposent sur les organismes communautaires, cela induit un manque de prise de responsabilités par les pouvoirs gouvernementaux.
- Le manque de **financements** alloués aux maisons de transitions, aux hébergements de longue durée ou aux logements abordables, limitant la capacité des femmes à quitter le foyer violent. Ce qui perpétue aussi une **violence intergénérationnelle** en exposant les enfants des femmes violentées à une violence traumatisante.
- Les inégalités vécues par les femmes francophones victimes de violence dues au manque de service et de **considération de leur réalité linguistique** en cas d'urgence, notamment lors d'accès aux services sociaux, aux soins de santé, aux hébergements, aux soutiens divers et aux procédures judiciaires dans la langue officielle de leur choix.
- Le système judiciaire inadapté aux besoins des francophones, ce qui cause des **inégalités temporelles** en matière de justice pour les francophones dont les dossiers sont retardés dû au manque d'experts, de personnel spécialisé en aide juridique, d'évaluateurs familiaux, d'avocats et de juges francophones.

2 i) Systemic and structural violence

It is the physical, sexualized, financial, psychological, judicial and spiritual violence that is **produced, fueled and perpetuated within society by the social, economic, political and institutional structures, and/or by persistent legal**, social, economic and institutional loopholes. This systemic violence creates **unequitable access** for French-speaking women to resources, political power, education, health, justice, and the development of their full potential. In practice, structural and systemic violence is characterized by the non-exhaustive examples below:



- The lack of **sustainable and adequately funded structures** by governments to respond to women victims of violence. When these services rely on community organizations, this leads to a lack of accountability from government authorities.
- The **lack of funding** allocated to halfway houses, long-term accommodation, or affordable housing, limiting the ability for women to leave an abusive home. This also perpetuates **intergenerational violence** by exposing the children living in homes where violence is present to lasting traumas.
- The inequalities experienced by French-speaking women who are victims of violence due to the **lack of service** and **consideration of their linguistic reality** in the event of an emergency, particularly when accessing social services, health care, accommodation, psychological support, and legal services
- **The legal system not adapted to the needs of French-speaking people**, which creates **temporal inequalities** in terms of justice for French-speaking people whose files are delayed due to the lack of experts, specialized legal aid personnel, family evaluators, French-speaking lawyers, and judges.

- Le corpus législatif et le système judiciaire centré sur le principe punitif, ne tenant pas compte des traumatismes, accordant plus de droit de représentation et de parole aux auteurs de crime plutôt qu'aux victimes, lesquelles finissent par éviter toute interaction avec ce système, ce qui laisse les auteurs de crimes circuler en toute **impunité**, légitimant ainsi de facto des normes de genre toxiques et des comportements **sexistes**, violents et discriminatoires.
- Le **manque de formation** adéquate du personnel amené à soutenir ou interagir avec les femmes à risque, victimes et survivantes de violence; y compris le personnel de santé, les services policiers, communautaires et sociaux trop souvent peu habilités à identifier les indices, enjeux et besoins spécifiques aux situations de violence fondée sur le genre.
- Le manque de soutien aux mères, qu'elles soient étudiantes, sans emploi, employées ou travailleuses autonomes, dû notamment au sous-financement des garderies et services parascolaires publiques, à l'absence de congés payés pour parents d'enfants malades, à l'absence de logements et maisons d'hébergement accueillant les enfants, perpétuant la **précarité des mères**, surtout monoparentales, obligées de réduire leurs études ou de travailler à temps partiel. Elles accèdent à des emplois moins sécurisés, moins rémunérés, et qui induisent les mères à une plus grande précarité une fois à la retraite, car leur congé de maternité et les emplois partiels ont donné lieu à une moindre contribution de l'employeur et du gouvernement à leurs plans de pension.

- **The legislative corpus and the judicial system centered on the punitive principle, not taking trauma into account**, granting more representation and voice to the perpetrators of crime rather than to the victims, who end up avoiding any interaction with this system, which allows perpetrators to circulate with complete **impunity**, thus legitimizing de facto toxic gender norms and sexist, violent and discriminatory behavior.
- **The lack of adequate training** of staff required to support or interact with women at risk, victims and survivors of violence; including health personnel, police, community and social services who are too often poorly qualified to identify the signs, issues and needs specific to situations of gender-based violence;
- **The lack of support for mothers**, whether they are students, unemployed, employed or self-employed, due in particular to the underfunding of public daycare centers and extracurricular services, the absence of paid leave for parents of sick children, the lack of housing and shelters welcoming children, perpetuating the precariousness of mothers, especially single mothers, forced to reduce their studies or work part-time. They gain access to less secure, less paid jobs, and which induce mothers to greater precariousness once they retire, because their parental leave and part-time jobs have resulted in a lower contribution from the employer and the government. to their pension plans

ARTICLE 3

Obligations

3 a) Obligation d'intervention

Reconnaissant que les femmes peuvent être visées et touchées par **plusieurs formes de violences co-existantes**;

Reconnaissant que tout acte de violence, aussi minime soit-il, risque d'entraîner une **banalisation de la violence** et un environnement propice à d'autres formes ou degrés de violence;

Reconnaissant que la violence fondée sur le genre tend à **escalader** en intensité, fréquence et létalité selon un cycle bien établi par la recherche et les intervenants spécialisés;

Il est vital et de première nécessité de **reconnaître, prévenir, intervenir, dénoncer, condamner et remédier** à tout incident de violence fondée sur le genre dès son apparition et dans les plus brefs délais.

Il en va ainsi de la responsabilité de **toute personne ou service ayant été témoin ou ayant pris connaissance** de cette violence, dans la mesure où la situation le permet **de manière sécuritaire** pour les témoins et pour la victime, tout en respectant la dignité et le consentement de la victime.

Une telle responsabilité ne saurait être prise en charge que dans un climat généralisé de **respect, dignité et imputabilité** face aux enjeux de la violence fondée sur le genre. Il incombe aux législatrices.eurs, pouvoirs exécutifs et décisionnels privés et publics de mettre en place les **structures de prévention, sensibilisation, intervention, condamnation et réparation nécessaires** à toutes et tous pour atteindre cet objectif d'une société **équitable et libre de toute violence** fondée sur le genre.



ARTICLE 3

Duties

3 a) Duty to intervene

Recognizing that women can be targeted and affected by **several forms of co-existing violence**;

Recognizing that any act of violence, no matter how small, risks creating a **normalization of violence** and an environment conducive to other forms or degrees of violence;

Recognizing that gender-based violence tends to **escalate in intensity**, frequency and lethality in a cycle well established by research and expert responders:

Recognizing, preventing, intervening, denouncing, condemning, and remedying any incident of gender-based violence as soon as it occurs and as soon as possible is **vital and essential**.

This is the responsibility of **any person or service having witnessed or having become aware of this violence**, as long as the situation allows it in a safe manner for the witnesses and for the victim, while respecting the dignity and the consent of the victim.

Such responsibility can only be assumed in a general climate of **respect, dignity, and accountability** in the face of the challenges of gender-based violence. It is incumbent on legislators, executive and decision-making powers, private and public, to put in place the structures for **prevention, awareness, intervention, condemnation**, and remediation required for all to achieve this objective of a fair society free from all gender-based violence.



3 b) Obligation d'adaptation

Reconnaissant que la violence envers les femmes touche de manière **disproportionnée** les peuples autochtones, les personnes 2SLGBTQIA+, trans, non-binaires et de diverses identités et expression de genre, les femmes de couleur et racisées, les femmes appartenant à une communauté linguistique officielle en situation minoritaire, les aînées, les femmes vivant dans les collectivités nordiques, rurales et éloignées, les femmes en situation d'itinérance et de précarité et les femmes en situation de handicap;

Tous les appels à action, et toutes les recommandations de prévention, intervention et remédiation ci-après énoncés nécessitent des mesures et adaptations spécifiques afin de tenir compte de ces dimensions intersectionnelles et culturelles, ce qui inclut un appel à considérer le soutien et la création de tels services spécifiquement développés pour répondre aux **besoins des personnes francophones en situation minoritaire**.



ARTICLE 4

Les droits

L'exercice et la **protection** de tous les droits de la personne humaine et des libertés fondamentales doivent être garantis aux femmes francophones, en toute **égalité** avec toutes les personnes **autochtones, anglophones et allophones**, dans les domaines politique, juridique, linguistique, économique, social, culturel, civil et autres. Au nombre de ces droits figurent :



3 b) Duty to Accommodate

Recognizing that violence against women **disproportionately** affects Indigenous peoples, 2SLGBTQIA+, trans, non-binary, and diverse gender identities and gender expressions, women of color and racialized women, women from an official language community in a minority situation, seniors, women living in northern, rural and remote communities, women experiencing homelessness and precariousness and women with disabilities;

All calls to action, and all recommendations for prevention, intervention and remediation set out below require specific measures and adaptations in order to take into account these intersectional and cultural dimensions, which includes a call to consider the support and creation such services specifically developed to **meet the needs of French-speaking women in official language minority communities.**



ARTICLE 4

Rights

The exercise and protection of all human rights and fundamental freedoms must be guaranteed to French-speaking women, in complete **equality** with all **Canadians, Indigenous people, English-speaking and allophones**, in the political, legal, linguistic, economic, social, cultural, civil, and other fields. These rights include:



4 a) Le droit à la vie

Le droit à la vie implique le droit d'être à l'abri de **toute mort évitable**, qu'elle soit le résultat de **causes systémiques, structurelles, d'actes de violence collective ou individuelle, ou de maladies et conditions de santé** ciblant particulièrement les femmes.

Ceci implique que les **féminicides** soient systématiquement identifiés, analysés et **compilés** afin d'en mieux cibler les causes primaires et l'évolution.

Ce droit à la vie s'oppose aussi à l'**avortement sélectif des foetus de sexe féminin, ainsi qu'à l'infanticide des filles, au meurtre prémédité de nourrissons du sexe féminin**, commis en raison de la préférence accordée aux nourrissons du sexe masculin et de la faible valeur associée à la naissance de filles.



4 b) Le droit à l'égalité et à l'équité

Le droit à l'égalité et à l'équité implique non seulement le droit pour toutes les femmes en Colombie-Britannique de bénéficier des **mêmes droits et avantages que les hommes**, en tenant compte du **principe d'équité**, mais aussi pour **les femmes francophones** de bénéficier des mêmes droits et avantages que les **femmes anglophones** lors de services administrés par la province, tels que l'aide juridique, l'assistance à l'emploi, les soins de santé physique et mentale, l'aide au logement.

Ce qui implique une égalité d'accès aux **services publics et privés, aux ressources, aux revenus et compensations, en matière d'acquisition de biens, en matière d'accès et de traitement en justice et en système carcéral.**



4 a) The right to life

The right to life implies the right to be free from all preventable death, whether the result of systemic, structural causes, acts of collective or individual violence, or diseases and health conditions particularly targeting women.

This implies that **femicides** are systematically identified, analyzed, and **compiled** to better target the primary causes and evolution.

This right to life is also opposed to the selective **abortion of female fetuses**, as well as to the **infanticide of girls**, to the **premeditated murder of infants of the female sex**, committed because of the preference granted to infants of the masculine sex and the low value associated with the birth of girls.



4 b) The right to equality and fairness

The right to equality and equity includes not only the right for all women in British Columbia to enjoy the same rights and benefits as men, taking into account the principle of **equity**, but also for **French-speaking women benefit from the same rights and advantages as other women for services administered by the province, such as legal aid, employment assistance, physical and mental health care, assistance with housing.**

This implies equal access to **public and private services**, to resources, to income and compensation, in terms of the acquisition of property, in terms of access to and treatment in justice and in the prison system.



4 c) Le droit à la liberté et à la sûreté de la personne

Le droit à la liberté et à la sûreté de la personne inclut le droit de bénéficier de la **protection** de la part des services publics de sécurité, tels que les **services et enquêtes policières, les enquêtes publiques et du coroner, les services judiciaires et extra-légaux, contre toute violation, agression ou menace d'agression.**

Ce qui inclut le droit à la **liberté de déplacement**, appuyée des modes de transport publics, actifs ou subsidiés nécessaires à l'exercice de ce droit, spécifiquement en régions **rurales et éloignées** et entre **centres urbains et communautés des Premières Nations**. Cette mesure vise à **éviter les disparitions et meurtres** de femmes vulnérables et/ou autochtones laissées sans autre moyens de déplacement que l'auto-stop.

Cela inclut un aménagement urbain adéquat, tel que **déneigement, éclairage, horaires le long des corridors de transport public** souvent plus utilisé par les **femmes, mères et femmes en situation de handicap.**



4 d) Le droit à une égale protection de la loi

Le droit à une égale protection de la loi inclut un traitement dans un **délai raisonnable, de manière équitable et digne de la part des services policiers, d'enquête et de justice, répondant aux dépositions, aux plaintes et aux appels à l'aide de façon rapide et tenant compte des traumatismes, dans la langue de la victime.**

Ce qui inclut aussi le droit des victimes, plaignantes ou accusées de choisir parmi toutes les formes appropriées de processus judiciaires ou de résolution des conflits, en cas de litige civil, d'infraction pénale ou criminelle, incluant la médiation, la justice réparatrice et les cercles de justice ou de réparation traditionnels autochtones.



4 c) The right to liberty and security of self

The right to liberty and security of person includes the right to benefit from the **protection from public security services**, such as police services and investigations, public and coroner's inquiries, judicial and extra-judicial services, against any violation, aggression, or threat of aggression.

This includes the right to **freedom of movement**, supported by public, active or subsidized modes of transportation necessary to exercise this right, specifically in rural and remote areas and between urban centers and First Nations communities. **This measure aims to prevent the disappearances and murders of vulnerable and/or Indigenous women left without means of transport other than hitchhiking.**

This includes adequate urban planning, such as snow removal, lighting, timetables along public transport corridors often more used by women, mothers, and women with **disabilities**.



4 d) The right to equal protection from the law

The right to equal protection of the law includes **timely, fair, and dignified treatment by law enforcement, investigative and judicial services, responding to statements, complaints and calls for assistance quickly and considering the traumas, in the language spoken by the victim.**

This also includes the right of victims, plaintiffs or accused to choose among all appropriate forms of judicial processes or conflict resolution, in the event of civil litigation, penal or criminal offense, including mediation, restorative justice and traditional Indigenous justice or restorative circles.



Cela inclut **le choix des victimes** de voir leur nom publié lors de procès sans devoir entamer une procédure judiciaire de levée de ban de publication.

Cela inclut le droit des victimes et des accusées à recevoir en **primeur** et en **toute transparence toute information** qui concerne **leur dossier juridique** ou autre processus judiciaire susceptible de les impacter, incluant les décisions de remise en liberté ou levée d'ordre de protection contre un agresseur.

4 e) Le droit à ne subir aucune forme de discrimination

Ce droit protège de toutes les formes de discrimination qu'elles soit fondées sur : **le statut marital, familial, parental, les grossesses, les processus d'adoption, le statut d'aidante envers des proches, l'appartenance à une communauté linguistique, culturelle ou racisée, la situation de handicap**, la neurodivergence ou autres besoins d'apprentissage dans les écoles, le degré de scolarité, le lieu de résidence, l'état de santé, la situation économique, l'expression et l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'appartenance à une communauté religieuse ou spirituelle, le fait d'avoir entamé ou envisagé des procédures réparatrices ou judiciaires.



4 f) Le droit au meilleur état de santé physique et mentale possible

Le droit au meilleur état de santé physique et mentale possible inclut une **égalité d'accès en temps opportun aux soins de santé dans sa langue**;

Incluant le droit au **consentement informé et éclairé** concernant toute procédure médicale, tout placement en institution, toute administration de médicament ou substance, toute opération de stérilisation, et le droit à des services de traduction et d'interprétation en français permettant de comprendre les décisions et procédures médicales envisagées.



This includes **the choice of victims** to have their name published during trials without having to initiate legal proceedings to have the publication ban lifted.

This includes the right of victims and defendants **to receive, primarily, and in full transparency any information** regarding their **legal case** or other legal process that may affect them, including release decisions or lifting of protective orders against an aggressor.

4 e) The right not to suffer from any form of discrimination

This right protects against all forms of discrimination **whether based on: marital, family, parental status, pregnancy, adoption processes, caregiver status towards relatives, belonging to a linguistic, cultural or racialized community**, disability, neurodivergence or other learning needs in schools, level of education, place of residence, health status, economic situation, expression and identity gender, sexual orientation, belonging to a religious or spiritual community, the fact of having initiated or considered pursuing restorative or legal proceedings.



4 f) The right to the highest attainable standard of physical and mental health

The right to the highest attainable standard of physical and mental health includes equal and timely access to **health care in one's language**;



Including the right to **informed and enlightened consent** concerning any medical procedure, any placement in an institution, any administration of medication or substance, any sterilization operation, and the right to translation and interpretation services in French allowing to understand the decisions and planned medical procedures.

4 g) Le droit à l'autonomie corporelle

Le droit à l'autonomie corporelle inclut le droit à **l'autonomie décisionnelle et au choix de toute méthode ou procédure liée à la reproduction, les organes génitaux** - incluant les chirurgies transsexuelles, la contraception, la fertilité, la conception assistée, l'assistance de mère gestatrice, les méthodes de fertilité assistée, le contrôle des naissances, **incluant l'avortement**.

Ce droit à l'autonomie décisionnelle doit être précédé d'une **explication des procédures envisagées, dans la langue de leur choix**, et à un niveau de compréhension adapté aux capacités et à la maturité des personnes affectées.



4 h) Le droit à des conditions de travail équitables, sécuritaires et adaptées aux besoins des femmes

Le droit à des conditions de travail équitables, sécuritaires et adaptées aux besoins des femmes appelle à des conditions adéquates **en matière de sécurité au travail, d'exposition aux dangers physiques ou environnementaux notamment pendant les grossesses**.

Ce qui inclut des **conditions salariales et opportunités de promotion et formation équitables** par rapport à leurs collègues masculins; l'aménagement d'horaires et de **congés permettant de répondre aux besoins des employé.e.s parent.e.s ou proche aidant.e.s; des congés de parentalité** à la naissance ou adoption d'enfant.



Ce droit concerne aussi le statut des **travailleuses du sexe** et la reconnaissance des risques encourus dans l'exercice de leurs fonctions tels que la violence sexualisée, les maladies sexuellement transmissibles, lesquelles nécessitent une prise en charge au même titre que tout accident du travail.

4 g) The right to bodily autonomy

The right to bodily autonomy includes the right to decision-making autonomy and **choice** of any method or procedure related to **reproduction**, contraception, fertility, assisted conception, surrogate mother assistance, assisted fertility methods, birth control, including abortion.

This right to decision-making autonomy must be **preceded by an explanation of the considered procedures**, in the language of their choice, and at a level of understanding adapted to the capacities and maturity of the persons affected.



4 h) The right to fair and safe working conditions adapted to the needs of women

The right to fair and **safe working** conditions adapted to the needs of women calls for adequate conditions in terms of **safety at work**, exposure to physical or environmental hazards, particularly during pregnancy.

This includes equitable **wage status** and **opportunities for promotion** and **training compared to their male colleagues**; the organization of schedules and holidays to meet the needs of employees who are parents or caregivers; **parental leave** at the birth or adoption of a child.

This right also involves **the status of sex workers** and the recognition of the risks incurred in the fulfillment of their functions such as sexualized violence, sexually transmitted diseases, which require support in the same way as any work accident.



4 i) Le droit à l'éducation publique, ou privée abordable, dans la langue officielle de leur choix

Le droit à l'éducation dans leur langue doit être accessible et à **proximité** raisonnable de leur résidence **sans restriction** quant aux choix des matières étudiées, quant aux horaires (temps plein ou partiel), quant aux établissements d'enseignement sélectionnés.



4 j) Le droit à un logement adéquat, sécuritaire et abordable

Le droit à un logement adéquat, sécuritaire, abordable et/ou à des services de **logement subsidiés adaptés aux besoins de femmes vulnérables, marginalisées, précarisées et /ou victimisées** présuppose que les femmes puissent accéder à des logements adéquats qu'importe leur revenu, leurs besoins en emploi (par exemple en télétravail), qu'elles soient avec ou sans enfants.



4 k) Le droit à l'autonomie financière

Le droit à l'autonomie financière signifie **l'accès aux services financiers publics et privés, mécanismes de crédit, d'économie, de prêt, de bourses** (d'études ou de recherche par exemple), d'acquisition et vente de biens en nom propre, accompagnés d'un service dans leur langue.



4 l) Le droit à la participation aux processus démocratiques et décisionnels affectant sa vie et celle de ses proches et dépendants

Le droit à la participation aux processus démocratiques et décisionnels nécessite l'adoption de **méthodes de recrutement et une approche intégrée de l'égalité** à tous les niveaux organisationnels afin d'assurer la **représentativité** des femmes francophones lors des divers paliers de pouvoirs, depuis les organes politiques aux comités consultatifs communautaires et coopératives de logement.



4 i) The right to affordable public or private education in the official language of their choice

The right to education in their language must be accessible and within **reasonable proximity** to their residence without restriction as to the choice of subjects studied, as to the timetables (full or part-time), as to the educational establishments chosen.



4 j) The right to adequate, safe and affordable housing

The right to adequate, safe, affordable housing and/or **subsidized housing** services adapted to the needs of vulnerable, marginalized, precarious and/or **victimized women presupposes** that women can access adequate housing regardless of their income, their employment needs (e.g. remote work), whether they are with or without children.



4 k) The right to financial autonomy

The right to financial autonomy means access to public and private financial services, **credit mechanisms**, savings, loans, scholarships (study or research for example), acquisition and sale of goods in their own name, **accompanied by a service in their language**.



4 l) The right to participate in democratic and decision-making processes affecting their life and the life of their relatives and dependents

The right to participate in democratic and decision-making processes requires the adoption of recruitment methods and an integrated approach to equality at all organizational levels in order to ensure the **representativeness** of **French-speaking** women at the various levels of power, from political bodies to community advisory committees and housing cooperatives.



4 m) Le droit d'être à l'abri de la torture, des peines ou traitements cruels, exploitatifs, inhumains ou dégradants

Ce droit protège les femmes de la torture, des peines ou traitements cruels, exploitatifs, inhumains ou dégradants qu'ils soient infligés par tout individu, groupe ou institution. **Nulle ne sera soumise à la traite des êtres humains, la prostitution forcée, la maltraitance** infligée par les partenaires, employeurs, parents, membres d'organismes communautaires, récréatifs, sportifs, éducatifs, religieux, politiques, ou des services de santé ou de justice.



4 m) The right to be free from torture, cruel, exploitative, inhuman or degrading treatment or punishment

This right protects women against torture, cruel, exploitative, inhuman, or degrading treatment or punishment, inflicted by any individual, group or institution. No one will be subjected to human trafficking, **forced prostitution**, **ill-treatment** inflicted by partners, employers, parents, members of community-based, recreational, athletic, educational, religious, political organizations, or health or justice services.



ARTICLE 5

**Demandes aux gouvernements et
autorités scolaires, municipales,
régionales, provinciales et fédérales**



ARTICLE 5

Requests to governments and school, municipal, regional, provincial, and federal authorities



Aux élus, organismes et agences juridiques, sociales, scolaires, décisionnel.le.s et opérationnel.le.s de la province, du gouvernement fédéral, des districts scolaires, régionaux et municipaux, ainsi qu'aux organismes à but non-lucratif et/ou communautaires sous leur responsabilité et/ou leur partenariat,
nous demandons de :



5 a) S'abstenir de tout acte de violence envers les femmes;

5 b) Condamner sans équivoque la violence envers les femmes francophones, de façon publique et délibérée, de leur propre initiative ainsi qu'en réponse à tout incident, événement, décision qui s'avère manifestation, menace ou un risque de **violence fondée sur le genre**;



5 c) Mettre en œuvre sans retard, par tous les moyens appropriés, une politique et des **plans d'action nationaux, provinciaux, régionaux, municipaux et institutionnels collaboratifs** - ou inclure des dispositions à cet effet dans les plans existants - **visant à éliminer la violence envers les femmes francophones**, promouvoir leur protection, mieux répondre aux besoins des victimes et auteurs de violence, ainsi qu'à mieux soutenir les victimes et les membres de leur communauté qui sont impactés par cette violence.

Ces politiques et plans d'action doivent tenir compte, le cas échéant, de la coopération que sont en mesure d'apporter les femmes et organisations non gouvernementales concernées par cette problématique et inclure les points suivants (5d à 6i) ainsi que les **fonds nécessaires** à leur réalisation;



5 d) Ne pas invoquer de considérations de langue, pour les personnes appartenant aux communautés de langue officielle minoritaire ou pour les personnes allophones, ni de coutume, de tradition ou de religion pour se soustraire à l'obligation d'éliminer la violence envers les femmes;

To elected officials, legal, social, educational, decision-making, and operational organizations and agencies of the province, the federal government, school districts, regional and municipal, as well as non-profit organizations profit-making and/or community under their **responsibility** and/or their **partnership**, we ask:



5 a) To refrain from any act of violence against women;

5 b) To unequivocally condemn violence against French-speaking women, publicly and deliberately, on their own initiative as well as in response to any incident, event, decision that proves to be a manifestation, threat or risk of **violence based on gender**;



5 c) To implement without delay, by all appropriate means, a collaborative national, provincial, regional, municipal and institutional policy and action plans - or include provisions to this effect in existing plans - aimed at eliminate violence against French-speaking women, promote their protection, better meet the needs of victims and perpetrators of violence, and better support victims and members of their community who are **impacted by this violence**.

These policies and action plans must take into account, where appropriate, the cooperation that women and non-governmental organizations concerned with this issue are able to provide and include the following points (5d to 6i) as well as the **necessary funds** for their realization;



5 d) Not invoke considerations of language, for people belonging to official language minority communities or for allophone people, nor of custom, tradition or religion to avoid the obligation to eliminate violence against women;

5 e) Élaborer des stratégies de prévention et toutes les mesures de caractère juridique, politique, administratif et culturel propres à favoriser la protection des femmes francophones contre la violence et à garantir que les femmes ne se verront pas infliger un surcroît de violence du fait de lois, de formes de **répression** ou d'interventions d'un autre ordre ne prenant pas en considération les caractéristiques propres à chaque genre;



5 f) Adopter et communiquer en français toutes les mesures voulues, notamment dans le domaine de l'éducation, de la santé publique et de la prévention, pour modifier les comportements sociaux et culturels de chacun et **éliminer les normes de genre, préjugés, coutumes et pratiques tenant à l'idée que l'un des deux sexes est supérieur ou inférieur à l'autre ou à des stéréotypes concernant les rôles masculins et féminins;**



5 g) Intégrer dans les programmes francophones de cursus scolaire primaires, secondaires et postsecondaires des activités et crédits dédiés aux relations saines, au consentement et à la **prévention de la violence** fondée sur le genre sous toutes ses formes, incluant les violences facilitées par la technologie telle que définies article 2;

5 h) Assurer aux femmes francophones victimes d'actes de violence, et le cas échéant à leurs enfants, une **aide spécialisée en français**, y compris en réadaptation, assistance pour les soins aux enfants, traitements, conseils, services éducatifs, médico-sociaux et structures d'appui, et prendre toutes autres mesures voulues pour promouvoir la réadaptation physique, sociale et psychologique;



5 i) Encourager et financer l'élaboration de directives, politiques internes et/ou de manuels se rapportant à la violence envers les femmes pour appuyer la **mise en oeuvre** des **principes et mesures** énoncés dans la présente Déclaration;

5 e) Develop prevention strategies and all measures of a legal, political, administrative and cultural nature to promote the **protection of French-speaking women against violence** and to guarantee that women will not be inflicted with additional violence due to laws, forms of repression or interventions of another order that do not take into consideration the specific characteristics of each gender;



5 f) Adopt and communicate in French all the necessary measures, particularly in the field of education, public health and prevention, to change the social and **cultural behavior** of each and eliminate the gender norms, prejudices, customs and practices based on the idea that one of the two sexes is superior or inferior to the other or on stereotypes concerning male and female roles;



5 g) Integrate into French-language primary, secondary and post-secondary curriculum programs, activities and credits dedicated to healthy relationships, consent and prevention of **gender-based violence** in all its forms, including technology-facilitated violence as defined in Article 2;

5 h) Provide French-speaking women who are victims of violence, and their children, if necessary, with **specialized assistance** in French, including rehabilitation, assistance with childcare, treatment, counselling, educational services, medical -social and support structures, and take all other necessary measures to promote physical, social and psychological rehabilitation;



5 i) Encourage and fund the development of guidelines, internal policies and/or manuals related to violence against women to support the implementation of principles and **measures set out in this Declaration.**

ARTICLE 6

Demandes au gouvernements provincial et fédéral



ARTICLE 6

Requests to the provincial and federal governments



6 a) Élaborer une dénomination et catégorisation claire des violences envers les femmes.

- Mandater les services policiers, les médecins légistes, coroners, les services hospitaliers, les institutions publiques et les organismes statistiques et de recherches à **rapporter** trimestriellement les **féminicides** et blessures résultant de violences sexualisées et fondées sur le genre à des fins statistiques précises.
- Que ces données soient **récoltées et ventilées** par communauté linguistique, culturelle, statut d'immigration, région, identité et expression de genre, afin de pouvoir distinguer les particularités et risques spécifiques encourus par les femmes francophones aux multiples intersectionnalités.
- Que les féminicides et violences fondées sur le genre soient rapportés annuellement et **publiquement** par le ou la médecin chef.fe et le ou la coroner de la province.
- Favoriser la recherche, rassembler des données et compiler les statistiques se rapportant à l'incidence des différentes formes de violence à l'égard des femmes francophones, y compris en particulier la violence au foyer, et encourager la **recherche** sur les **causes, la nature, la gravité et les conséquences de la violence** à l'égard des femmes, ainsi que sur l'efficacité des mesures prises pour prévenir et réparer la violence à l'égard des femmes. Lesdites statistiques et les conclusions des travaux de recherche étant à rendre publiques.
- Que l'évolution de ces violences et féminicides, ainsi que les fonds attribués aux services et programmes provinciaux leur étant dédiés soient **analysés** et publiquement rapportés par la ou le vérificateur.trice général.e tous les trois à cinq ans.

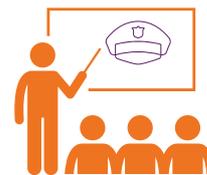


6 a) Develop a clear labeling and categorization of violence against women.

- Mandate police services, medical examiners, coroners, hospital services, public institutions, and statistical and research organizations to **quarterly report femicides** and injuries resulting from sexualized and gender-based violence for specific statistical purposes.
- That this data be **collected and broken down** by linguistic community, culture, immigration status, region, gender identity and expression, to be able to distinguish the specific characteristics and risks faced by French-speaking women with multiple intersectionality.
- That femicides and gender-based violence be **reported annually and publicly** by the provincial chief medical officer and coroner.
- Promote research, collect data, and compile statistics relating to the incidence of different forms of violence against French-speaking women, including domestic violence in particular, and encourage **research** on the causes, the nature, gravity and consequences of violence against women, as well as the effectiveness of measures taken to prevent and remedy violence against women. The said statistics and the conclusions of the research work are **to be made public**.
- That the evolution of this violence and femicides, as well as the funds allocated to the provincial services and programs dedicated to them, be **analyzed**, and publicly reported by the Auditor General every three to five years.



6 b) Fournir une formation tenant compte des traumatismes et anti-oppressive à tous les agents de sécurité, de **police**, de **magistrature** ainsi qu'aux fonctionnaires chargés d'appliquer des politiques liées à l'élimination de la violence envers les femmes, qu'ils ou elles soient responsables d'élaborer **des mesures préventives**, de poursuivre des enquêtes ou d'interagir avec les victimes, survivantes ou auteur.e.s de violence, afin de les sensibiliser aux besoins des femmes francophones susceptibles d'être victimes de violence;



6 c) Considérer les problématiques spécifiques au milieu carcéral des femmes détenues, disproportionnellement victimes de violences fondées sur le genre, et subvenir à leurs besoins de protection, de justice et de soutien notamment concernant **la santé mentale**;



6 d) Mandater les services et institutions militaires, policières et de gendarmerie à enquêter et poursuivre de façon prioritaire et avec grande vigilance tous les actes de violence envers les femmes, qu'ils soient perpétrés par l'Etat, par des membres de l'État, par des entités publiques ou privées, ou par des individus;



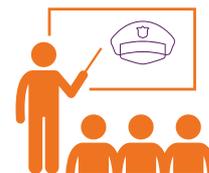
6 e) Prévoir dans les législations fédérales et provinciales pénales, civiles, de la famille, du travail ou administratives les sanctions voulues pour punir les auteurs et réparer les torts causés aux femmes victimes de violence; incluant notamment des sanctions justes et dissuasives envers les auteurs de harcèlements, que ce soit du harcèlement de rue, au travail, à l'école et tout autre lieu physique, ainsi que tout ce qui concerne le cyber-harcèlement. La législation nationale devrait prévoir des **réparations** justes et efficaces du dommage subi.



6 f) Garantir aux femmes francophones victimes de violence l'accès, en temps opportun et dans leur langue, à un système de justice équitable et efficace, ainsi que l'accès à l'information, aux ressources et aux services informels liés aux procédures juridiques;



6 b) Provide trauma-informed and anti-oppressive training to all **security, police, judiciary and civil** servants responsible for implementing policies related to elimination of violence against women, whether they are responsible for developing preventive measures, pursuing investigations or interacting with victims, survivors or perpetrators of violence, in order to sensitize them to the needs French-speaking women at risk of violence;



6 c) Consider the specific problems of women prisoners in the prison environment, who are disproportionately victims of gender-based violence, and meet their needs for **protection, justice and support**, particularly with regard to mental health;



6 d) Mandate the military, police and force services and institutions to investigate and prosecute as a priority and with great vigilance all acts of **violence against women**, whether perpetrated by the State, by members of the State, by public or private entities, or by individuals;



6 e) Provide in federal and provincial criminal, civil, family, labor or administrative legislation the appropriate sanctions to punish the perpetrators and redress the harm done to women victims of violence; including in particular fair and dissuasive sanctions against the perpetrators of harassment, whether street harassment, at work, at school and any other physical place, as well as everything related to cyber-harassment. National legislation should **provide** for just and effective reparations for the damage suffered.



6 f) Guarantee French-speaking women who are victims of violence access, in a timely manner and in their own language, to a fair and efficient justice system, as well as access to information, **resources and informal services** related to legal procedures;



Cela implique de veiller à ce que les services juridiques **informent les femmes en amont**, et pas seulement sur demande

- de leur droit à obtenir justice et réparation par le biais de ces mécanismes,
- des divers parcours judiciaires potentiels,
- des services d'**aides aux victimes** disponibles, incluant les compensations
- des modes de justice alternatifs tels que la justice réparatrice, les cercles de guérison communautaires ou autochtones, les conférences entre victime et agresseur, la médiation, la justice transformative et les processus collectifs initiés par les organismes autochtones.

Ces informations doivent être disponibles **en français** et des fonds doivent permettre la présence d'interprètes lorsque le service lui-même ne peut être livré en français.

6 g) Mandater et former les procureur.e.s de la couronne, les membres du barreau, les juges, les greffier.re.s et les sherif.fe.s à considérer les crimes de violence envers les femmes comme prioritaires et outiller l'appareil judiciaire de manière à pouvoir les punir conformément à la législation nationale et provinciale;



6 h) Envisager, lors de consultations avec les acteurs des secteurs judiciaires, les organismes travaillant avec les femmes et en anti-violence, l'établissement de **tribunaux spécifiques**, inspirés du modèle espagnol, dédiés à la violence fondée sur le genre, la violence conjugale, la violence entre partenaires intimes et la violence familiale dans toutes les régions de C.-B.

6 i) Assurer, et financer de façon pérenne, une ligne de référence et de soutien sécuritaire, accessible par téléphone, chat, texto et autres technologies, offrant aux femmes confrontées à la violence un appui non seulement en français mais aussi adapté aux **particularités culturelles et identitaires des femmes francophones** appartenant à une communauté de langue officielle en situation minoritaire.



6 i) Inscrire aux budgets fédéral et provincial des crédits suffisants pour **financer** les activités et plans ci-dessus mentionnés et existant visant à éliminer la violence à l'égard des femmes francophones;

This includes ensuring that **legal services inform** women upstream, and not just upon request :

- **to their right to obtain justice and reparations through these mechanisms,**
- **of the various potential legal routes,**
- **of **victim support** services available, including compensation.**
- **of alternative modes of justice such as restorative justice, community or Indigenous healing circles, victim-aggressor conferences, mediation, transformative justice, and collective processes initiated by Indigenous organizations.**

This information must be available **in French** and funds must support the presence of interpreters when the service itself cannot be offered in French.

6 g) Mandate and train crown attorneys, members of the bar, judges, clerks and sheriffs to consider crimes of violence against women as priorities and equip the judiciary to be able to punish them **in accordance with national and provincial legislation;**



6 h) Consider, during consultations with actors in the justice sectors, organizations collaborating with women and in anti-violence, the establishment of specific tribunals,, inspired by the Spanish model, dedicated to **gender-based violence, domestic violence, intimate partner violence** and family violence in all regions of B.C.

6 i) Ensure, and sustainably fund, a safe line of reference and support, accessible by phone, chat, text message and other technologies, offering women facing violence support not only in French but also adapted to the cultural and identity specificities of **French-speaking women** belonging to an official language minority community.



6 i) Include in the federal and provincial budgets sufficient appropriations to fund the above-mentioned and existing activities and plans aimed at eliminating violence against **French-speaking women;**

ARTICLE 7

Demandes liées à la coopération



ARTICLE 7

Requests related to cooperation



Les **institutions, ministères, agences et organismes** gouvernementaux et indépendants de la province de Colombie-Britannique **se doivent de**, dans leurs domaines de compétences respectifs, contribuer à faire reconnaître et à assurer l'exercice des droits et l'application des principes énoncés dans la présente Déclaration, en s'attachant notamment à :



7 a) Encourager la coopération nationale et régionale afin de définir des **stratégies régionales** de lutte contre la violence, échanger des données d'expérience et financer des programmes relatifs à l'élimination de la violence envers les femmes francophones;



7 b) Promouvoir des réunions et des séminaires visant à faire prendre conscience à chacun du problème de l'**élimination** de la violence envers les femmes;

7 c) Faire une place, dans leurs analyses périodiques de la situation sociale dans leur région et dans le monde, aux **tendances liées à la violence** envers les femmes;

7 d) Encourager la coordination entre les organismes de la province afin d'inclure les considérations liées à la question de la violence envers les femmes, en particulier celles qui font partie des groupes les plus vulnérables, dans tous les programmes en cours;



7 e) Faire une place, s'il y a lieu, à la question de l'élimination de la violence envers les femmes francophones dans l'**exécution de leurs mandats** concernant l'application des instruments relatifs **aux droits de la personne**;

7 f) Reconnaître l'importance du rôle que jouent les mouvements de femmes comme **Inform'Elles et Réseau-Femmes C.-B.** et les organisations non gouvernementales de la Colombie-Britannique envers la prise de conscience et l'élimination de la violence à l'égard des femmes;



The **institutions, ministries, agencies, and governmental** and independent organizations of the province of British Columbia must, in their respective fields of competence, contribute to the recognition and to ensuring the exercise of rights and the application of principles set out in this Declaration , with particular emphasis on:



7 a) Encouraging national and regional cooperation in order to define regional strategies to combat violence, exchange experiences and fund programs relating to **the elimination of violence** against French-speaking women;



7 b) Promote meetings and seminars aimed at generating awareness around the issue of eliminating violence against women;

7 c) Include, in their periodic analyzes of the social situation in their region and in the world, trends related to violence against women;

7 d) Encourage coordination between agencies in the province to include, in all ongoing programs, considerations related to the issue of violence against women, particularly those who are part of the most **vulnerable groups**;



7 e) Make space, where appropriate, for the issue of eliminating violence against French-speaking women in the execution of their mandates regarding the application of instruments related to **human rights**;

7 f) Recognize the important role played by women-led movements such as Inform'Elles and Réseau Femmes Colombie-Britannique and **non-governmental organizations** in British Columbia in raising awareness and eliminating violence against women;



7 g) **Faciliter et encourager les travaux des mouvements de femmes** et des organisations non gouvernementales et **coopérer** avec eux sur les plans local, national et régional;

7 h) **Encourager les organisations régionales, internationales, intergouvernementales** dont les institutions, ministères, agences et organismes gouvernementaux et indépendants de la province sont membres à inclure s'il y a lieu l'**élimination de la violence envers les femmes francophones** dans leurs programmes.



ARTICLE 8

Préséance

Rien dans la présente **Déclaration** ne saurait compromettre l'application des dispositions de la législation d'un État ou d'une convention, d'un traité ou d'un autre instrument international en vigueur dans un État qui permettraient d'**éliminer plus efficacement** la violence envers les femmes.



7 g) **Facilitate and encourage the work of women-led movements** and non-governmental organizations and cooperate with them at the **local, national and regional** levels;

7 h) **Encourage the regional, international, and intergovernmental organizations** of which the provincial government and independent institutions, ministries, agencies, and bodies are members to include, as appropriate, the elimination of violence against French-speaking women in their programs.



ARTICLE 8

Precedence

Nothing in this **Declaration** shall affect the application of the provisions of the law of a State or of a convention, treaty, or other international instrument in force in a State which would more **effectively eliminate violence against women.**



